

« **Résister est un verbe qui se conjugue au présent** » Lucie Aubrac

L'année 2014 a commencé dans l'action et nous comptons sur vous pour la poursuivre !

L'année 2014 commence plutôt mal pour le service public et ceux qui le servent, parce qu'il faut bien le dire au plan professionnel, 2014 promet malheureusement d'être largement pire que 2013... Débutée avec la formalisation dans les CTL des suppressions d'emplois annoncées en fin d'année, les mauvaises nouvelles vont continuer à tomber, sans doute après les élections municipales de mars prochain.

La démarche stratégique va être mise en œuvre avec son cortège de réformes qui ont toutes le même sens : réduire à tout prix les « coûts » de personnel et de fonctionnement. La traduction ne va pas tarder à se sentir avec la reprise de SIP/CDIF, des fusions de SIE, des départementalisations et/ou régionalisations de missions, multiplication de pôles,...

La réforme des collectivités territoriales va elle aussi avoir un impact certain sur nos services à commencer par le redécoupage des cantons qui annonce la fermeture de trésoreries.

Les annonces du Président de la République qui ont été on ne peut plus claires: il faut encore et encore faire des milliards d'euros d'économies pour compenser les cadeaux qu'il va faire aux entreprises, particulièrement les plus grosses.

Face à toutes ces attaques deux réponses : la solidarité et l'action.

"LA DGFIP EST AU COEUR DE LA REPUBLIQUE"

C'est ce que disent constamment les membres du gouvernement et les responsables administratifs des missions qui lui sont confiées. Mais dans le même temps ils n'ont de cesse de supprimer des milliers d'emplois à la DGFIP, ce qui la fragilise dangereusement.

Cette année 2014 sera marquée par plusieurs commémorations notamment la mort de Jean Jaurès dont tant se revendiquent en reniant, dans les faits, quelques uns de ses combats majeurs. Fervent défenseur de la justice fiscale et du rôle de l'Etat que penserait-il de la politique menée sur ces deux points aujourd'hui?

"Et l'on dit que ce que l'Etat fait directement lui coûte cher! C'est possible: mais ce qu'il fait faire le ruine, l'asservit et le corrompt."



Agir à la DGFIP, c'est le 20 mars 2014 !

Engagées dans une démarche commune qui s'est concrétisée le 4 décembre 2013 par les États Généraux des Finances Publiques,

Engagées ensemble dans les actions menées lors des comités techniques locaux « Emplois » du mois de janvier, les organisations syndicales Solidaires, CGT, FO, CFDT ont poursuivi le processus d'action unitaire en interpellant les parlementaires, les élus locaux et les candidats aux élections municipales en ce début février.

Elles appellent tous les agents des Finances Publiques à se mettre en grève le 20 mars.

Face à une politique qui vous fragilise dans votre vie professionnelle, vous avez l'occasion de marquer votre refus de voir se poursuivre :

- les réductions d'emplois !
- la réduction drastique des moyens de fonctionnement !
- la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP !

Avec les OS des Finances Publiques, vous allez demander l'ouverture immédiate de négociations à la DGFIP :

- Pour revaloriser les rémunérations et améliorer les carrières,
- Pour la reconnaissance des qualifications
- Pour l'amélioration des conditions de vie au travail.
- Pour mettre fin aux projets destructeurs des statuts et des missions
- Pour des créations d'emploi à la DGFIP.

Au lieu de répondre à ces demandes, la Direction Générale a choisi sa voie, celle de la démarche stratégique. Son objectif est simple : faire toujours plus avec moins !

Chacun peut constater que, derrière les discours rassurants de la DG, c'est toujours moins de crédit pour faire fonctionner son poste ou son service, toujours plus de chaises vides autour de soi et un mal vivre au travail qui s'amplifie et pousse certains collègues vers des issues fatales.

D'autres choix sont possibles à la DGFIP, il s'agit de les imposer ensemble. C'est votre mobilisation massive qui pourra, seule, imposer un changement véritablement positif.

Confrontés eux aussi à une démarche stratégique qui va laminer leur administration, le 20 mars, nos collègues douaniers seront en grève et manifesteront à Paris. Cette convergence des luttes démontre qu'il y a un grave problème social dans notre ministère.

C'est pourquoi, dans la continuité des actions déjà engagées, les organisations Solidaires-Finances Publiques, CGT-Finances Publiques, FO-DGFIP et CFDT-Finances Publiques appellent tous les personnels de la DGFIP à se mettre en grève le 20 mars et à participer à toutes les actions unitaires pour que cette journée soit une réussite et établir le rapport de force à la Direction Générale des Finances Publiques.

SOYEZ TOUS EN GREVE LE JEUDI 20 MARS 2014 !

Des Trésoreries à proximité: pour une démocratie de proximité !

Alors que les trésoreries garantissent aux collectivités territoriales la bonne tenue des comptes publics, la logique de la décentralisation aurait du renforcer leur réseau. Modernisation de l'Action Publique et Acte III de la décentralisation marquent pourtant le recul de l'action publique.

Avec l'abaissement du plafond des versements en numéraire à 300 €, l'enjeu pour la DGFIP est clair : réduire « le volume d'accueil aux guichets ». C'est l'usager qui sera pénalisé quand il voudra payer en espèces un arriéré d'impôt, la cantine scolaire, sa facture d'eau, son loyer ... Paiement électronique, prélèvement automatique, ..., les outils pour concentrer encore plus l'activité éloignent le service public de l'usager, détériorent leurs relations et font douter le second de l'intérêt du premier.

Les citoyens, les usagers, sont attachés à leurs services publics. La démocratie locale a besoin d'un réseau dense de trésoreries. La présence aux côtés des élus locaux d'un comptable public indépendant, de ses services, d'agents fonctionnaires d'État est la garantie d'un regard expert et neutre qui échappe à l'influence des intérêts économiques et financiers particuliers. Elle leur permet de développer des services publics locaux aux plus près des habitants. Elle est une arme contre la désertification administrative et économique et la mort annoncée des zones rurales avec le développement des métropoles et des supra-régions.

Visites de postes:

Solidaires Finances Publique continue ses tournées de postes dans le département.

Nous remercions l'ensemble des agents pour la qualité de leur accueil lors de notre passage.

Un premier bilan montre une **forte dégradation des conditions de travail** due aux suppressions d'emplois (et on est pas encore au mois de septembre !).

Dans la majorité des postes visités, la **charge de travail** dépasse allègrement le seuil acceptable, et bon nombre de nos collègues subissent une telle pression qu'ils sont au bord de la rupture.

Nous avons également ressenti une grande inquiétude sur la pérennité d'un certain nombre de postes comptables, quelque soit leur taille.

L'incertitude qui règne sur les opérations en cours (Pluvigner) génère un climat d'anxiété.

Les nouvelles **règles de gestion de mutations** qui privent les collègues de l'ex-filière GP de droits acquis au titre de l'ancienneté de la demande sont considérées comme un recul important par les agents. Nous leur avons réaffirmé que Solidaires Finances Publiques opposé à la fusion globale avait exigé le maintien de règles de gestion différentes par filières. L'administration en a décidé autrement. Nous n'acceptons pas que l'engagement qui avait été pris au moment de la fusion de vider les tableaux n'ait pas été tenu. Nous considérons injuste qu'au niveau départemental les agents n'ait pas pu bénéficier des mêmes droits (bonification fictive) pour leur mutation interne au département. Nous dénoncerons cette injustice lors des prochaines CAPL.

Toutes les observations que nous avons recueillies ont été transmises aux instances compétentes (CTL, CHSCT, CDAS ...), et font l'objet d'un suivi de la part de nos militants.

N'attendez cependant pas notre venue pour nous informer des difficultés que vous rencontrez. "Plus les choses traînent, plus la situation s'aggrave".

Nous sommes là pour vous aider, vous rencontrer et lutter ensemble contre la résignation.

SIP/ACCUEIL, CPS/ CIS :

TOUS ENSEMBLE, DEFENDONS NOS MISSIONS !

Faire fonctionner la DGFIP à moindre coût : moins d'emplois et moins d'implantations géographiques, tel est l'objectif de la DGFIP au travers de la démarche stratégique, réduction des dépenses publiques oblige.

Aujourd'hui rien n'a changé !

- La généralisation des SIP à peine terminée, les réformes ne s'arrêtent pas pour autant. En perspective, le développement de l'e-administration (accueil dématérialisé et bornes électroniques),
- La reprise des rapprochements SIP/CDIF (sous la forme annoncée de cellules foncières au sein des SIP) et la numérisation des 2042 (généralisation pour 2015), posent la question de l'externalisation,
- Standardisation, parcellisation, et « allègement » des tâches, alors que dans le même temps la législation fiscale est toujours plus complexe,
- la détérioration des conditions de travail des agents, toujours moins nombreux et sous la pression d'un management qui ne s'intéresse qu'à la forme et aux indicateurs.

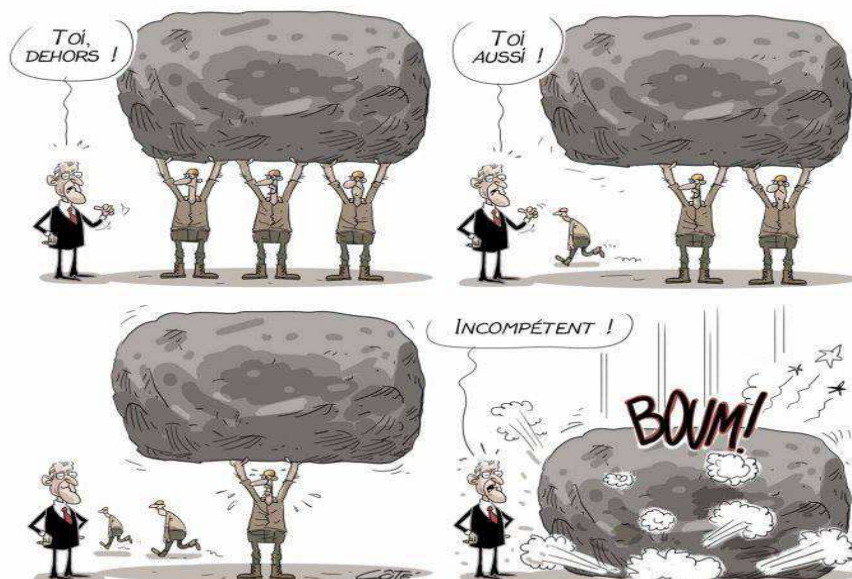
Quel avenir pour les missions des Directions ?

En 2014, 30% des suppressions ciblent les services de Direction. Ces suppressions vont peser lourdement sur le travail d'expertise, de soutien aux autres services.

Alors que leur régime indemnitaire est en pleine « rediscussion », l'avenir n'est pas rose pour les agents des directions. Comme ailleurs, la démarche stratégique y sera synonyme de concentration de services, de régionalisations, et donc de suppressions d'emplois.

Pour Solidaires Finances Publiques, ce ne sont pas les contrôles, ni l'expertise qu'il faut réduire, c'est le nombre des emplois qu'il faut augmenter !

Solidaires Finances Publiques condamne les réformes organisationnelles centrées sur la concentration de services, et réclame de vrais bilans contradictoires des expérimentations. Solidaires Finances Publiques combat ces logiques à l'oeuvre et exige de vrais moyens pour une gestion humaine des agents, le suivi des dossiers, et le respect des conditions de travail des agents des Directions.



Les Conditions de Vie au Travail : Pas de bla-bla, des résultats !

Au-delà des constats ressassés et des sempiternels discours, quand l'administration va-t-elle enfin agir vraiment pour améliorer les conditions de vie au travail ?

Les moyens existent pourtant, les droits des personnels et de leurs représentants ont été renforcés, les obligations juridiques sont claires, les responsabilités définies.

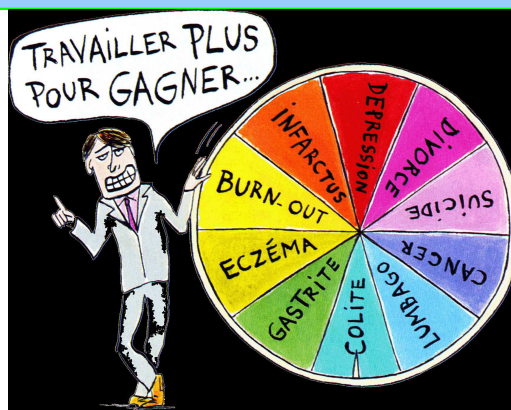
Si le soutien et l'accompagnement suite à agressions ou accidents a beaucoup progressé, en revanche l'analyse, la prévention, l'impact au quotidien et sur les organisations du travail sont toujours notoirement insuffisantes.

Cessons de mesurer il faut agir !

Tableaux de suivi, espaces de dialogue, programme de prévention, plan d'action, rapports, baromètre, fiches de signalements, commissions d'enquête, correspondants, référents, ... les structures et les fonctions s'ajoutent et se superposent, mais au bout il n'y a ni coordination, ni traduction concrète sur le quotidien des agents.

L'immobilier, c'est le Préfet de région ! Pourquoi éclater les services à Vannes sur 6 sites éloignés alors que le bon sens exigerait de réunir tous les services de la résidence dans le futur projet Troadec, comme il était prévu initialement?

Il faut que ça change, partout, pour tous, dans tous les services, il faut imposer la parole des agents.



CARTONS ROUGES

- Une nouvelle espèce est née de la fusion: "**Les pigeons voyageurs**" !

Un certain nombre de mouvements de personnel parvient aux oreilles des organisations syndicales par des voies détournées...

Quelle nouvelle forme prend le dialogue social dans le 56 ?

Les bruits de couloir et les rumeurs vont-ils remplacer l'information des représentants élus du personnel ?

Solidaires Finances Publiques demande à minima que les élus en CAPL soient informés des déplacements de personnels.

- Depuis le début de l'année pas moins de **15 groupes de travail** ont été réunis dans le département.

Dans quel but ? Epuiser les participants ? Noyer le poisson ? Laisser à penser que nous sommes en démocratie participative ?

Pour quels résultats ? Aboutir aux conclusions de l'administration, après avoir discuté sur la longueur de la chaîne...

Il est urgent de s'interroger sur l'utilité pour les agents de la participation des OS !



- Solidaires Finances Publiques s'est inquiété auprès de la direction du **sort d'un certain nombre de postes**:

Le Palais: Poste sinistré par manque de personnel, privé de comptable, avec une suppression d'un emploi au mois de septembre 2014, est mis en incapacité d'accomplir la totalité de ses missions.

Rohan: un agent "rescapé" seul avec le chef de poste !

Gourin, Locminé, Elven, Carnac, Belz... **Attention Danger !**

L'équipe de remplacement n'est plus en capacité de faire face aux demandes qui s'accroissent!

- **Les Centres d'Encaissement ont conduit une action lourde** (grève, blocage de chèques et TIP) pour obtenir la revalorisation de leur régime indemnitaire, notamment la prime industrielle... Forcément les conséquences ont été immédiates et les contribuables ont manifesté des interrogations et des inquiétudes concernant l'absence de débit sur les comptes bancaires...

Black-out total des directions sur le sujet: "Et débrouille-toi Jean-Jean"

Sur Impots.gouv, sous le titre « Information concernant le paiement de vos impôts dus au 15 octobre », notre belle administration affirme : « Des contraintes techniques ralentissent actuellement l'encaissement des chèques et des titres interbancaires etc... ? Ne contactez pas nos services dans l'immédiat (ils sont déjà noyés les services en question !).

Voilà comment, non content de mener les personnels en bateau sur la mer agitée de la démarche stratégique, la Dgfi se met à mentir aux contribuables en transformant une grève en contrainte technique !

La Direction est aux abonnés absents !

Une seule solution l'action solidaire !

ENTRETIEN PROFESSIONNEL :



Revendiquons et boycottons !

Pour les sections syndicales Solidaires Finances Publiques 56 et CGT Finances Publiques 56, le boycott de l'entretien d'évaluation est un acte de protestation collectif et individuel indispensable.

Face à un système d'évaluation qui vise à isoler les agents pour les contraindre à courber l'échine, à les mettre en concurrence pour en tirer le plus grand rendement au moindre coût, la résistance collective est nécessaire.

Face à l'empilement des réformes et aux suppressions d'emplois qui broient les repères professionnels, face aux dérives autoritaires, le boycott de l'entretien est indispensable pour réaffirmer notre rejet d'un système qui vise à instaurer une logique d'entreprise privée dans la fonction Publique sous le règne de l'arbitraire.

Boycotter l'entretien, c'est également :

- ♦ Réaffirmer notre exigence de maintien des garanties collectives et du rôle des CAP locales dans le cadre statutaire ;
- ♦ Refuser l'individualisation de la rémunération ;
- ♦ Refuser la précarisation dans la Fonction Publique.

En luttant contre la volonté de division des agents dans les services, en réagissant collectivement, les agents des finances publiques défendront l'avenir des missions de service public et leurs garanties collectives.

**L'ENTRETIEN D'EVALUATION N'EST PAS OBLIGATOIRE
L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL NE DOIT PAS ETRE
UN PREALABLE A L'EVALUATION
POUR REAFFIRMER NOS REVENDICATIONS,
BOYCOTTONS COLLECTIVEMENT L'ENTRETIEN D'EVALUATION !**



Un Président pour les patrons...
Mais pour les travailleurs ?...

Le Président François Hollande a donné les orientations de sa politique : elles sont parfaitement libérales et antisociales, et répondent aux vœux du MEDEF.

Solidaires 56 a réagi car les salariés de notre département vont être rapidement touchés par des décisions qui ne créeront malheureusement pas l'emploi tant attendu, ni ne réduiront les inégalités auxquelles notre département n'échappe pas.

Dans ses orientations, **pas question de progrès, de protection sociale, ni de pouvoir d'achat, encore moins de répartition plus juste des richesses.** Les intérêts et la prise en compte des difficultés croissantes des salariés, des fonctionnaires, des privés d'emplois, des plus précaires n'y sont pas.

Le début du quinquennat a été marqué par des mesures économiquement inefficaces et socialement injustes : exemption pour le patronat du paiement des cotisations sociales de la branche famille (35 milliards d'euros), fausse remise à plat fiscale, développement de nouveaux contrats de grande précarité (contrats d'avenir, célébrés en grande pompe notamment à Lanester)...

Aujourd'hui, celles annoncées vont encore plus loin :

Avec le **pacte de responsabilité**, le patronat paiera moins de cotisations sociales, et les salariés devront en régler la facture : car la baisse des dépenses publiques entraîne la

dégradation de la redistribution sociale (dont la sécurité sociale) et des services publics. Pour Solidaires 56 : Parler de contreparties à ces largesses (en termes d'emplois ou de salaires) est un mensonge : **depuis des décennies les gouvernements successifs ont multiplié les exonérations de cotisations sociales pour le patronat, et le chômage ne cesse d'augmenter. Car ce ne sont pas l'emploi ni les salaires qui ont gagné, mais la sphère financière, la rémunération du capital.** C'est la raison première du désastre humain, social et économique que subissent, particulièrement en Bretagne, les salariés des grandes entreprises comme des petites, les chômeurs, les jeunes en formation, les retraités. Solidaires 56 combat cette politique libérale, qui progressivement détruit tout ce qui reste de garanties et de protection sociales, diminue la part des richesses produites en faveur des salaires, permet de licencier sans entrave comme le permet la loi mal nommée de « Sécurisation de l'emploi ».

En Bretagne, les salariés se sont mobilisés massivement pour s'élever contre les plans de licenciement d'entreprises agro-alimentaires, contre les difficultés sociales et environnementales que connaît le territoire, contre la poursuite insensée d'un modèle libéral impitoyable. Que répond le Président ? Il refuse de s'attaquer à la **question essentielle du coût du capital** (dividendes, optimisation, évasion et fraude fiscales, délocalisations, spéculation financière, système bancaire, etc.), il tourne le dos à **une politique de transformation économique, sociale, écologique, nécessaire notamment dans notre région**, et qui doit rompre avec le libéralisme.

Les services publics vont être gravement impactés. Pour financer le cadeau au patronat, il faut supprimer 50 milliards d'euros de dépenses publiques. Or **la dépense publique, c'est du service aux citoyens, de l'investissement, de la protection sociale...** Pour Le Président, il faut donc restreindre tout cela, alors que c'est un élément moteur de la cohésion sociale. De plus, le Président de la République a fermé la porte à tout espoir de progrès social pour les fonctionnaires. **Dans notre département, cette restriction est déjà à l'œuvre, par exemple dans les Finances Publiques ou à Météo France :**

La Direction générale des finances publiques (DGFIP) a perdu 30 000 emplois entre 2002 et 2014. Elle ne peut faire face à ses dépenses de fonctionnement. **Avec une telle réduction des moyens, comment faire croire que l'administration peut bien accueillir et accompagner le public, lutter efficacement contre la fraude, conseiller les collectivités locales dans de bonnes conditions ?** La Direction départementale des finances publiques du Morbihan n'est pas épargnée : elle perd **24 emplois en 2014, après en avoir perdu 32 en 2013, 26 en 2012, 23 en 2011. Depuis 2003, 227 emplois ont été détruits.** Solidaires Finances Publiques 56 se bat contre cette casse organisée poursuivie par un gouvernement prétendument « de gauche ».

Le Centre départemental Météo de Vannes est dans la tourmente. Sa fermeture est programmée pour 2015, alors que son activité est plus que jamais essentielle : lors des intempéries de la fin 2013 et du début 2014, les agents ont été fortement sollicités et impliqués lors des prises de décisions concernant la sécurité des personnes et des biens. Avec Solidaires Météo, premier syndicat, ils doivent maintenant se battre pour le maintien de cette entité de Météo-France sur le sol morbihannais, indispensable en cas de crise, toujours disponible et connaissant parfaitement le département.

Enfin, la hausse de la TVA est au cœur de cette injustice sociale. Le collectif "STOP TVA", qui regroupe déjà une vingtaine d'organisations, partis politiques, syndicats, association, et dont fait partie Solidaires, a lancé officiellement aujourd'hui sa campagne contre cette hausse et pour une fiscalité juste, écologique et solidaire.

Solidaires 56 appelle à la construction de mouvements sociaux d'ampleur pour exprimer plus fortement, dans les entreprises, les services et les localités, le refus de la politique antisociale du gouvernement.

Pas question d'accompagner cette contre-réforme !



Le PPP : « partenariat public-privé »

C'est un mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère. Ce système, apparu il y a une vingtaine d'années en Angleterre, est en pleine expansion dans notre pays. Ce qui apparaît de prime abord, une opération intéressante pour l'Etat ou les collectivités en manque de financement pour les gros projets, se révèle être très dangereux au final ; surtout quand les pouvoirs publics se font berner par plus fort qu'eux.

C'est ce qui se passe actuellement avec la société Ecomouv, créée spécialement pour l'événement : gérer la mise en place de l'écotaxe et en recouvrer le fruit.

Une première en France : la DGFIP se retrouve en concurrence directe avec ce nouveau collecteur d'impôt.

Ce que la DGFIP assure pour 4,7% de frais, la société Ecomouv émargera au taux de 20% ; le tout avalisé par la signature de 4 ministres. C'est un véritable scandale ! Mais qui se cache derrière cette société ? Y aurait-il au sein du conseil d'administration encore un ex-ministre ou un quelconque conseiller spécial de l'Elysée comme chez Atos ?

Si le gouvernement abandonne le projet de l'écotaxe, l'Etat devra néanmoins verser un milliard d'euros à cette société. Une paille ! un milliard par ici, un milliard par là... En période de disette, de qui se moque-t-on ? Des agents de la DGFIP entre autres.

Ce qui est une forme d'externalisation de tâches dévolues à la collectivité, on peut en multiplier les exemples, dans de nombreux domaines d'intervention. Ce sont de véritables bombes à retardement pour les budgets publics. Les représentants des pouvoirs publics sont de très mauvais négociateurs et ne pèsent pas lourd face aux requins du privé avides de profits.



Appel national à l'unité pour faire face à l'extrême droite

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et Fidl ont lancé un **appel national pour faire face à l'extrême-droite**.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courants d'extrême droite, où la France n'est pas épargnée comme en témoignent les mobilisations réactionnaires qui se développent, nos organisations restent déterminées à combattre les idées, les propos et les pratiques xénophobes, homophobes, sexistes, racistes et antirépublicaines.

C'est notamment parce que la montée des idées et de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front national, impacte de plus en plus le monde du travail et l'ensemble de la société que le mouvement syndical est concerné et doit prendre ses responsabilités.

Nous savons que l'absence d'alternatives à la crise, l'aggravation de la situation sociale subies par les travailleurs de toutes origines, du privé comme du public, mais aussi par les chômeurs, les jeunes et les retraités fournissent un terreau exploité par l'extrême droite.

Nos organisations syndicales s'engagent à lutter contre l'imposture sociale de l'extrême droite.



A vos agendas :

Notre assemblée générale annuelle est prévue le 17 avril, à Pluneret.

Section Solidaires Finances Publiques 56 - 13 Ave St Symphorien - 56020 VANNES CEDEX

Le Comité De Rédaction .